



**Enlèvement du Dr ELLIOT
à Djibo : Près de 365 jours
et toujours rien** page 4.



CAN Gabon 2017

*Bonne chance au
11 national*

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°271 du lundi 16 janvier 2017 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Vos offres d'emploi à la page 14.

Ouverture officielle du 27e Sommet Afrique-France à Bamako

P. 7



Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Plan de résilience pays: Réduire de moitié la vulnérabilité des populations

Région du Centre

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé un atelier national de lancement du projet OSRO/RAF/605/BEL le jeudi 12 janvier 2017 à Ouagadougou. Cet atelier se tient sous le thème : « réduire la vulnérabilité des moyens d'existence agricoles à travers l'approche « caisses de résilience » au sahel ».

Le 28 décembre 2016, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a adopté avec le gouvernement un plan d'appui à la résilience au Burkina Faso. C'est dans cette optique, que La FAO a initié un atelier national de lancement du projet OSRO/RAF/605/BEL le jeudi 12 janvier 2017 dans la capitale burkinabè. L'objectif dudit projet est d'accompagner le gouvernement dans les actions de résilience pour permettre aux populations vulnérables de pouvoir prévenir, absorber et se relever des différents chocs, a affirmé l'assistant du représentant de la FAO au Burkina Faso, le chargé de programme, Daouda Kontongomé.

La résilience, la FAO est : « La capacité à prévenir et atténuer l'impact des catastrophes et crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable ».

Le chargé de programme a indiqué que ce plan d'action est cohérent avec le document de résilience pays du Burkina Faso. Pour lui le lancement de ce projet fait partie du plan d'action d'appui à la résilience au



Le chargé de programme, Daouda Kontongomé de la FAO, il est nécessaire d'apporter un soutien aux individus et ménages,...pour leur permettre d'anticiper et gérer les chocs.

Burkina Faso. La résilience repose sur trois dimensions techniques selon Daouda Kontongomé. A travers le champ école agro-pastoraux, les producteurs bénéficieront de formation et découvriront des techniques a-t-il signifié. Il a ajouté que cela leur permettra d'augmenter leur productivité.

L'assistant du représentant de la FAO au Burkina Faso, a souligné : « Il y a l'aspect économique qui repose sur les transferts monétaires et les aspects sociaux prenant en compte leurs problèmes quotidiens de vie sociale ».

Le chargé d'étude du ministère de l'agriculture, de l'aménagement hydraulique (MAAH), Boubacar Barry a salué le lancement de ce projet : « c'est un projet qui vient renforcer les dispositifs techniques et même la stratégie politique du ministère en matière de sécurité alimentaire et nutritionnel ». Pour

lui, à travers l'appui de la FAO, le MAAH pourra développer au niveau des populations vulnérables des capacités de résilience par rapport à l'adoption des techniques des productions agricoles et de promouvoir le développement des stratégies pour améliorer leur revenu. Cet encadrement est bénéfique pour les producteurs, à entendre Boubacar Barry il leur permettra de développer et améliorer leurs conditions de vie.

Le projet OSRO/RAF/605/BEL est mis en œuvre concomitamment au Mali et au Burkina Faso pour une durée de deux ans. Il permettra de toucher 2500 ménages vulnérables à travers la mise en place de 100 champs écoles agropastoraux. La FAO, dans la réalisation de ce plan bénéficie de l'accompagnement de la Belgique.

Dores pour SCI



ANNONCE

Chefs d'entreprises, DAF, Chefs comptables,...

le



Cabinet Pierre ABADIE

et un

Responsable de l'Administration Fiscale

organisent à Ouagadougou le **19 janvier 2017** un petit déjeuner-débat:

Actualité Juridique :

Exposés sur les principales modifications concernant les entreprises.

Nouvelles dispositions fiscales :

Exposés sur les nouvelles dispositions de la loi de finances 2017, mais aussi dispositions pour 2016 (Taxe foncière, ...).

Tous nos ouvrages à jour de la LF 2017 disponibles sur
www.cabinetpierreabadie.com



Frais de participation au petit déjeuner* : 40 000 F HT

Pour inscriptions :

- adressez un email à oumar@pierreabadie.com
- ou adressez un sms à 70 99 75 54 / 78 30 66 99
- ou appeler Oumar YANOGO au (226) 25 33 23 25

* Nombre de places limité





Enlèvement du Dr ELLIOT à Djibo : Près de 365 jours et toujours rien

Région du Centre



Le comité d'organisation de la conférence de presse.

1 5 janvier 2016-15 janvier 2017. Cela fera bientôt un an que le couple ELLIOT a été enlevé à Djibo par des terroristes. Si l'épouse Kenneth Arthur a été libérée par la suite, la population de Djibo reste toujours sans les nouvelles du Dr ELLIOT. Pour interpeller l'Etat burkinabè sur cet enlèvement, des associations réunies autour d'un collectif commémorent l'an I de l'enlèvement du Couple ELLIOT. Pour dévoiler le contenu de la célébration, le comité d'organisation a animé une conférence de presse le jeudi 12 janvier 2017 à Ouagadougou.

La montée en puissance du terrorisme et de l'extrémisme violent au Burkina Faso a atteint son paroxysme le 15 janvier 2016 avec l'attaque du Café CAPUCCINO, de l'hôtel Splendide et le rap du couple ELLIOT. Au

regard de l'apport inestimable du couple ELLIOT dans la province du soum notamment dans le domaine de la santé, la population « soumoise » souffre de l'absence du Dr ELLIOT un an après son enlèvement. Pour

réclamer une fois de plus la libération de ce docteur, le Collectif des OSC actives pour la commémoration de l'an I du couple ELLIOT compte réaliser plusieurs activités à Djibo.

Selon le comité d'organisation, les



Le Dr Elliot.

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

activités commémoratives débutent le vendredi 13 janvier 2017. A en croire le président, la libération du Dr ELLIOT peut découler de la volonté de Dieu. Pour ce faire, des veillées de prières seront organisées dans les différents lieux de cultes. La clinique du couple Elliot sera entretenue à travers une journée de salubrité. Pour favoriser le brassage entre la population et les hommes de tenue, un match de football opposera les civils aux Forces de défenses et de sécurité. Au regard de la recrudescence des attaques terroristes dans le Sahel, un panel sera organisé autour du thème central « Le Sahel Burkinabè à l'épreuve du terrorisme, le radicalisme et

de l'extrémisme violent : quelles réponses ? ». Une marche meeting suivi de remise de déclaration aux autorités est également prévue.

Pour Ismael TRAORE, président du Comité d'organisation, l'objectif général de cette commémoration est d'opposer un non face aux actes terroristes et d'extrémisme violent, le refus de l'oubli et de la fatalité. De façon spécifique, le Collectif des OSC actives veut inviter les autorités nationales sur la nécessité de communiquer sur le niveau d'avancement du dossier « ELLIOT », susciter une mobilisation locale, nationale et internationale pour la libération du Dr ELLIOT.

Depuis l'enlèvement du couple ELLIOT, la clinique est restée déserte et infonctionnel. Les employés vivent le martyr de l'oisiveté. « Si l'épouse du Dr ELLIOT a été libérée, l'Etat doit être capable de nous dire où se trouve ELLIOT et entreprendre des actions pour sa libération au grand bonheur de la population de Djibo » à conclut Ismael TRAORE.

M'pempé Bernard HIEN pour SC Info

COMMUNIQUÉ



Le vendredi 13 janvier 2017, a eu lieu à la Direction Générale de la Police Nationale, la première rencontre trimestrielle des directeurs centraux, régionaux et provinciaux de la Police Nationale. Au menu des échanges, le bilan des activités de l'année écoulée et les perspectives pour cette nouvelle année qui vient de débuter. S'agissant du premier point, on note la réalisation de plusieurs activités parmi lesquelles la lutte contre l'incivisme routier, la sécurisation des fêtes de fin d'année...

Au titre des difficultés, il y a les différentes attaques perpétrées contre les forces de sécurité et qui ont malheureusement coûté la vie à certains des leurs.

Un fait important à signaler, c'est le passage de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure Monsieur Simon COMPAORE, venu féliciter et encourager les différents responsables pour le travail abattu au quotidien afin de faire de notre pays un havre de paix.

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale



La Suite de la page 5.



RECRUTEMENT DE CABINET COMPTABLE

OTC recherche un cabinet comptable pour :

1. Etablissement des états financiers 2016 : **Elaborer les états financiers de chaque composante de OTC pour un but exclusivement organisationnel de la coordination.**
2. Assistance comptable mensuel : **il s'agit de** vérifier les opérations comptables tout au long de l'année pour en assurer la fiabilité continue et prodiguer les conseils d'usage.

Qualifications :

- Etre un cabinet agréé ou d'expertise comptable ;
- Avoir une expérience auprès des petites entreprises

Les candidats intéressés peuvent soumettre la présentation du cabinet à l'adresse email suivante : direction@otc.bf ou à OTC Avenue des Tang Soaba, 500 mètres du SIAO, ZAD plus tôt.

www.formationenligne.bf / Tél : 25377350 /61 07 09 09

.Les candidats intéressés peuvent soumettre leur curriculum vitae (CV) et lettre de motivation à l'adresse email suivante: EAWA@fhi360.org au plus tard le 15 janvier 2017.





Ouverture officielle du 27e Sommet Afrique-France à Bamako

Mali



Le Président du Faso en compagnie de ses homologues français et malien.

L'ouverture officielle du 27e Sommet Afrique-France a eu lieu ce samedi 14 janvier 2017 à Bamako au Mali en présence du Président français Monsieur François HOLLANDE et de plusieurs chefs d'Etat africains dont le Président du Faso, Monsieur Roch Marc Christian KABORE. Cette rencontre entre dirigeants africains et français va permettre de revisiter les relations entre leurs pays et de discuter de questions d'actualité telles la sécurité, l'économie, l'immigration, la démocratie, etc.

La cérémonie d'ouverture du 27e Sommet Afrique-France qui a connu la présence d'une trentaine de chefs d'Etat a été ponctuée par les discours du Président Ibrahim Boubacar KEÏTA du Mali, Président du pays hôte, de celui du Président

François HOLLANDE de la France, de l'allocution du Président Idriss DEBY ITNO du Tchad, Président en Exercice de l'Union africaine.

Dans son intervention, le Président du Mali a tout d'abord « souhaité la bienvenue à ses pairs à Bamako et dit accueillir avec joie et fierté les différentes délégations ».

Le Président Ibrahim Boubacar KEÏTA a ensuite rendu « un vibrant hommage à Monsieur François HOLLANDE qui selon lui, a été le chef d'Etat français qui a eu les relations les plus sincères et loyales avec le continent africain ». Le Président malien s'est par ailleurs longuement appesanti sur les raisons de l'intervention française au Mali, il y a de cela quatre ans. Ce qui a permis, a-t-il rappelé, de « sauver l'intégrité territoriale du Mali ».

Dans son discours en tant que Président

en exercice de l'Union africaine, le Président tchadien Monsieur Idriss DEBY ITNO a aussi félicité le Président François HOLLANDE pour son engagement aux côtés de certains Etats africains dans « les moments sombres de leur histoire ».

En tant que Président co-organisateur de ce Sommet, Monsieur François HOLLANDE a dans son allocution, salué l'installation de la culture démocratique en Afrique et a de ce fait, félicité le nouveau Président du Ghana, Monsieur Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO pour son accession à la magistrature suprême à l'issue d'un processus électoral qu'il a jugé « démocratique ». Concernant la situation en Gambie, le Président français a appelé le Président sortant à « respecter le choix des Gambiens » avec l'élection de Monsieur Adama BARROW.

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.



Photo de famille.

Revenant sur les questions sécuritaires, Monsieur HOLLANDE a indiqué que la France interviendra désormais pour soutenir les Etats africains dans leur lutte contre le terrorisme « à la demande des pays souverains ». En outre le Président François HOLLANDE s'est engagé « à augmenter le nombre de soldats africains formés par la France par an pendant trois ans et qui va passer

de 20000 à 25000 ». Ce partage d'expérience et ce renforcement de compétence dans le domaine de la lutte contre le terrorisme rejoignent la volonté du Président Roch Marc Christian KABORE qui a toujours prôné la mutualisation des moyens dans la lutte contre ce fléau.

Sur le plan économique, le chef de l'Etat français a annoncé que « l'aide au développement de la France pour

le continent, prévue à 20 milliards d'euros sur cinq ans, va être révisée à la hausse de 15% pour atteindre désormais 23 milliards d'euros sur les cinq prochaines années ».

En somme, les questions d'émergence des pays africains, de sécurité, de lutte contre le terrorisme, d'immigration et le renforcement des relations entre l'Afrique et la France ont dominé les différentes interventions de ce 27^e Sommet Afrique-France.

Avant de se retrouver pour le huis clos, les chefs d'Etat et de gouvernement ont félicité les lauréats du Prix Digital Africa de la Banque publique d'investissement et de l'Agence française de développement, du Prix du numérique de l'Institut français et le Prix du Forum jeunesse. Ces prix ont été remis à des jeunes talentueux africains et français qui ont su développer leur savoir-faire et leur créativité dans le domaine des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**



L'ouverture du sommet.



Le Président du Faso face à la communauté burkinabè vivant au Mali

Mali



Photo de famille.

La communauté burkinabè vivant au Mali a eu un échange direct dans l'après-midi du vendredi 13 janvier 2017 avec le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, présent à Bamako dans le cadre du 27^e Sommet Afrique-France.

La salle de réunion de l'Ambassade du Burkina Faso à Bamako a refusé du monde cet après-midi du vendredi 13 janvier 2017. Venus des différentes régions du Mali, leur pays d'accueil, les Burkinabè qui y vivent, ont échangé à bâtons rompus avec le Président Roch Marc Christian KABORE. Le mot de bienvenue de l'Ambassadeur

du Burkina au Mali, le Général Kodjo LOUGUE, le discours du représentant de la communauté, Monsieur Abdramane SAWADOGO, le mot introductif du Président du Faso suivi de la phase des questions-réponses ont constitué l'ossature de cette rencontre.

Dans son mot de bienvenue, le Général Kodjo LOUGUE a, au nom de la communauté burkinabè du Mali, forte de plus d'un million deux cents mille âmes, félicité le Président du Faso pour son accession à la magistrature suprême. Il a par la suite sollicité l'installation effective du Consulat général du Burkina Faso à Ségou dont l'accord d'ouverture a été acquis et le Consul général déjà nommé.

Prenant la parole, le représentant de la communauté burkinabè du Mali a souhaité la bienvenue au Président du Faso avant de lui témoigner son soutien dans l'œuvre de développement du Burkina Faso entreprise depuis son arrivée au pouvoir. Dans son mot introductif, le Président du Faso a d'abord présenté ses vœux de bonne et heureuse année 2017 à ses compatriotes vivant au Mali avant de s'appesantir sur la situation socio-économique, politique et sécuritaire du pays, qui du reste, a constitué l'essentiel des préoccupations de la communauté en plus de leurs requêtes spécifiques.

Ainsi, sur le volet politique, le chef de

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT



Accueil du Président du Faso.

L'Etat a informé les Burkinabè du Mali de la mise en place de la Commission constitutionnelle qui s'apprête à partager ses propositions avec la diaspora burkinabè et de l'effectivité du vote des Burkinabè de la diaspora en 2020. Ce vote, a répété le Président du Faso, est un droit et l'engagement pris depuis 15 ans doit être une réalité à la prochaine élection présidentielle.

Sur le plan de la justice, le Président du Faso a émis le vœu, au regard de la séparation des pouvoirs, que l'année 2017 puisse voir l'aboutissement de tous les dossiers pendants en justice. Sur le plan social, le chef de l'Etat a indiqué que des instructions ont été données au gouvernement pour engager un dialogue franc avec les partenaires sociaux afin que le budget national puisse bénéficier à toutes les couches sociales du pays. Au plan économique, le Président du Faso

a rassuré que la mise en œuvre du PNDES permettra d'avoir une vision globale sur l'économie avec à terme, un taux de croissance de l'ordre de 8%.

Le volet sécuritaire a constitué un point d'orgue lors de cette rencontre. A ce sujet, le chef de l'Etat est convaincu que pour venir à bout du terrorisme qui constitue d'ailleurs un phénomène mondial, les efforts seront faits dans le domaine du renforcement du matériel militaire, en matière de renseignement et dans la mutualisation des moyens entre les Etats.

Répondant aux différentes préoccupations de ses compatriotes, le Président du Faso a indiqué que les mesures seront prises pour l'ouverture effective du Consulat général de Ségou dans de brefs délais et que

des audiences foraines sont en voie d'être organisées pour permettre à la diaspora burkinabè d'accéder aux documents administratifs. Concernant l'emploi des jeunes, le Président a soutenu qu'il faut une véritable réforme au niveau de l'enseignement de manière à l'adapter aux besoins du marché.

Il a aussi encouragé l'auto emploi des jeunes qui peut résorber le chômage au niveau de la jeunesse. Pour clore la rencontre, le Président Roch Marc Christian KABORE a appelé la diaspora burkinabè à se mobiliser pour soutenir la mise en œuvre du PNDES, à rester solidaire et à cultiver la fraternité en son sein.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**



COMMUNIQUÉ

Point du dossier des attaques terroristes du 15 janvier 2016 :

COMMUNIQUE DE MADAME LE PROCUREUR DU FASO PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE OUAGADOUGOU

Les 15 et 16 janvier 2016, notre pays a été endeuillé par suite d'attaques terroristes perpétrées au restaurant Capuccino et à Splendid Hôtel revendiquées par le groupe djihadiste Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar allié à AQMI. Lors de l'assaut mené par les Forces de Défense et de Sécurité, trois suspects ont été abattus.

Une année après, où en sommes-nous avec l'enquête ?

Une information a été ouverte contre X et trois personnes identifiées pour des faits d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, d'assassinat, de tentative d'assassinat, de dégradation volontaire de biens en relation avec une entreprise terroriste, complicité d'assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, prévus et punis par les dispositions de la loi n° 60-2009/AN du 17 décembre 2009 portant répression d'actes de terrorisme au Burkina Faso, modifiée par la loi n° 84-2015/CNT du 17 décembre 2015.

Le juge d'instruction a procédé à l'inculpation de ces trois suspects qui sont actuellement en détention préventive. Ces personnes ont été en contact avec l'organisateur en chef présumé de l'attaque. Il faut ajouter aussi que l'enquête a permis d'établir des connexions entre les attaques du Radison Blu au Mali, du Capuccino et à Splendid Hôtel au Burkina Faso et de Grand Bassam en Côte d'Ivoire.

Au regard du caractère transnational des faits de l'espèce, des requêtes d'entraide pénale internationale ont donc été adressées aux autorités judiciaires du Mali et de la Côte



Mme le procureur du Faso.

d'Ivoire. Des réquisitions ont été également émises. Nous espérons des réponses favorables qui nous permettront de faire avancer positivement l'instruction.

Plusieurs auditions ont enfin été menées par le juge qui travaille toujours en synergie avec les agents enquêteurs par le biais des commissions rogatoires.

Au stade actuel de l'enquête que savons-nous de ce qui s'est passé ?

Le jour de l'attaque, les assaillants au nombre de trois (03) sont venus

du côté de Yibi Hôtel en passant devant le maquis « Taxi Brousse » et c'est à partir de là-bas que ceux-ci se sont rendus au Capuccino où ils ont ouvert le feu sur les clients, tuant au total vingt-neuf personnes et blessant plusieurs autres, puis à Splendid Hôtel où ils ont tué une personne et blessé plusieurs clients. Ils ont également commis d'énormes dégâts matériels en utilisant des grenades et une substance inflammable (plusieurs véhicules calcinés ou criblés de balles, des édifices détruits ou criblés de balles). Ils se sont réfugiés dans les locaux de Yibi Hôtel puis au maquis « Taxi brousse ». Ils ont été ensuite en contact avec les commanditaires,

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.

à qui ils ont rendu compte de leur mission, ont délivré leur message avant de détruire leurs téléphones portables et une de leurs puces téléphoniques. Finalement, c'est en ces lieux qu'ils ont été abattus par les Forces de Défense et de Sécurité burkinabè appuyées par les forces spéciales françaises avec le soutien aérien des américains. Par le biais de la revendication faite par le groupe de Mokhtar Belmokhtar, nous savons aussi que l'attaque est liée au groupe AQMI. Précisons qu'auparavant, les assaillants et d'autres personnes ont procédé à un repérage des lieux.

La coopération internationale avec la France, les Etats-Unis d'Amérique, Interpol Lyon, le Niger et le Canada a permis d'avoir des renseignements utiles au dossier et nous sommes toujours en attente des résultats des

expertises qui nous permettront d'identifier formellement les terroristes et la provenance des armes utilisées.

Les peines encourues par ceux qui sont inculpés dans ce dossier vont de cinq ans à l'emprisonnement à vie.

De même l'apologie du terrorisme, le fait de consulter habituellement un ou plusieurs services de communication au public en ligne ou de détenir des documents incitant directement à la commission d'actes de terrorisme, si ce n'est pour des raisons professionnelles ou de recherches scientifiques, le recrutement, l'entretien, la formation d'une personne pour que celle-ci commette des actes terroristes, le fait de s'entraîner ou de se former au maniement des armes ou à toute autre forme de combat, l'organisation

du voyage de personnes dans un Etat étranger en vue de commettre des actes terroristes, sont passibles de peines d'emprisonnement allant d'un à vingt ans et d'amende allant de cinq cent mille à cinq millions de francs CFA.

La lutte contre le terrorisme est un devoir universel et il faut la mener sans faiblir. C'est pourquoi nous appelons les populations à la collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité en leur signalant tout mouvement ou comportement suspect dont elles auraient connaissance.

Le Procureur du Faso

**publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info**



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra :

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Soutenir une campagne citoyenne d'ampleur nationale pour la lutte contre la grande pauvreté

Description

Pour toi la lutte contre la pauvreté est un défi majeur de notre société et doit se faire avec les personnes qui la subissent ? Alors rejoins ATD Quart Monde qui pour marquer différentes dates clés : 60 ans de sa création, 30 ans de la journée mondiale du refus de la misère et les 50 ans de la branche enfance entre autres, lance une mobilisation citoyenne pour sensibiliser le public à la pauvreté.

Tu travailleras au sein d'une équipe composée de différents membres de l'association (volontaires, salariés, bénévoles, personnes en situation de précarité) et bénéficieras de formations pour mieux connaître notre association et sa philosophie.

Tu seras amené(e) à:

Participer à l'organisation de différents événements culturels et artistiques : concerts, chorales, pièce de théâtre...

Développer les outils de communication dédiés à cette année de mobilisation et accroître la présence de l'association sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube...)

Rencontrer et renforcer les équipes régionales

Sensibiliser les étudiants et le grand public pour mobiliser de nouveaux bénévoles

Participer aux actions de terrain de l'association. (Bibliothèque de rue, Universités populaires Quart Monde, Festival des Savoirs et des Arts...)

Ville Montreuil (93)

Expériences / Formation du candidat

Pas de demande de compétences professionnelles particulières demandées mais des motivations personnelles autour du refus de la misère

Langues parlées

Français

Qualité du candidat

Esprit d'équipe, adaptabilité, bon relationnel

Fonctions Autre

Activités Animation, Formation, Education, Informatique, Communication, Social

Pays Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

10 mois

Salaire / Indemnité

Barème d'indemnité en vigueur pour les volontaires en service civique

Documents à envoyer

CV+Lettre de motivation

Nom de la personne contact

AMOROTTI Guillaume

Email de la personne contact

2017france@atd-quartmonde.org

Date de fin de validité 23/01/2017



Avis de recrutement

Poste: Fiducie de collecte de fonds exécutif

La description

Présentation

War Child se bat pour un monde où la vie des enfants ne sont plus déchirées par la guerre.

Nous sommes le seul organisme de bienfaisance spécialiste des enfants dans les conflits, qui offrent des programmes à fort

impact qui reconstruisent la vie à travers l'Afghanistan, l'Irak, la Jordanie, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC) et la République centrafricaine. Nous comprenons les besoins des enfants, respecter leurs droits, et de les mettre au centre de la solution - de soutenir les enfants syriens à accéder à l'éducation, à la réinsertion des enfants soldats dans la République centrafricaine et le travail sur la justice pour mineurs en Afghanistan.

Nous visons à atteindre les enfants

au début du cycle des conflits et de rester pour les soutenir dans leur rétablissement, la prestation de services d'éducation et de protection et le renforcement des moyens de subsistance à long terme. Nous soutenons les enfants à faire face aux traumatismes des conflits armés, de les équiper avec les compétences et les connaissances nécessaires pour retourner à l'école, et en fournissant une formation aux jeunes afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins.

Nous croyons que les enfants et les

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

jeunes savent ce qui compte pour eux et que leurs voix et les demandes devraient être entendues - nous travaillons avec eux pour construire leur confiance en tant que défenseurs et de mobiliser les autres à prendre des mesures à l'appui d'entre eux. Grâce permanente par ces principes War Child joue un rôle unique pour aider les enfants et les jeunes à surmonter les effets dévastateurs du conflit.

But de la Poste

Une occasion passionnante est né pour un financement exécutif d'affectation spéciale à se joindre à l'équipe de collecte de fonds de War Child. Le but du rôle est de soutenir le gestionnaire des fiducies et fondations à cultiver et gérer la génération de revenus de petites fiducies de taille moyenne et des fondations familiales. Le titulaire du poste soutiendra la croissance du revenu illimité et limité par les possibilités soigneusement recherche, le développement des relations, l'écriture des applications attrayantes et adaptées et de rapports sur les subventions existantes.

La collecte de fonds d'affectation spéciale de la direction fait partie de l'équipe de la philanthropie. Le titulaire du poste travaillera également en étroite collaboration avec l'Unité de financement des programmes pour augmenter les fonds de match nécessaires pour soutenir nos subventions à long terme existants. Un aspect clé du rôle est de soutenir le flux d'information et le travail collaboratif entre la collecte de fonds et les équipes Programmes.

Ville / Ville **Londres**

Expérience / Qualifications

Expérience et obligatoires critères:

Formé au niveau de diplôme ou équivalent

Droit au travail au Royaume-Uni et de se rendre dans les pays dans lesquels War Child opère.

Expérience avérée de développer des relations fructueuses avec les fiducies et les fondations

Expérience de gagner un important financement de trusts et de fondations

Expérience de contribuer à des stratégies de collecte de fonds en ligne avec les plans d'organisation

L'expérience de la culture et de la gestion d'un portefeuille de fiducies et fondations

Expérience de travail dans un objectif conduit environnement avec une expérience éprouvée de livrer contre des cibles

Expérience de produire des propositions et des rapports de collecte de fonds puissants et convaincants

Compétences techniques et expertise:

La compréhension de la confiance et la collecte de fonds importante des donateurs

Solides compétences analytiques, avec un flair pour la recherche de perspective détaillée approfondie

Expérience de travail avec les bases de données de collecte de fonds

IT alphabétisés avec une bonne connaissance pratique des systèmes Microsoft Office et CRM

Langues parlées

Anglais

Compétences

Compétences (Soft Skills):

Excellentes compétences de communication écrite et verbale

compétences administratives et organisationnelles et de tenue de registres des compétences

Aptitude avérée à établir de bonnes relations de travail avec les collègues et la confiance pour construire des relations extérieures par le biais de réseaux

Possibilité de présenter des informations, verbalement ou par écrit, y compris des séances d'information et des rapports de projet à divers publics d'une manière claire et confiante

Résultats orientés et approche de résolution de travailler et défis problème

Aptitude avérée à travailler dans des délais et à gérer efficacement la charge de travail

approche Adaptable et flexible

Approche méthodologique avec une attention exceptionnelle aux détails

L'intérêt pour les questions de développement international et de la compréhension, et l'engagement à la vision, la mission et les objectifs de War Child

Critères souhaitables:

Expérience de travail dans un contexte international axé sur la protection des enfants et droits de l'enfant

L'expérience des plus larges disciplines de collecte de fonds

Institute of Fundraising accrédité qualification tels que le certificat en gestion de la collecte de fonds

positions Autre

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

Domaines d'activité	Autre	contact	Janvier 2017
pays	Europe, Royaume-Uni	Téléchargez le pack d' application et remplir le formulaire de demande (S'il vous plaît noter que les CV individuels ne seront pas acceptés).	Adresse e-mail de la personne de contact recruitment@warchild.org.uk
contrats	Poste permanent		En ligne de lien de l'application https://www.warchild.org.uk/who-we-are
Durée de contrat	Permanent	Envoyer tous les formulaires de demande à recruitment@warchild.org.uk	Publicité date d'expiration 23/01/2017
Salaire / Indemnité	26.008 £ - 29.870 £ par an (selon l'expérience)	Tous les formulaires de demande dûment remplis doivent parvenir à War Child par 23h59 le lundi 23	
Nom et prénom de la personne de			



Avis de recrutement

Poste: Délégué sûreté et sécurité délégation (SSD) – Bangui – RCA – H/F

Description

Contexte du poste

Les programmes en cours :

La Croix-Rouge française est opérationnelle en RCA depuis 2004. En partenariat avec la société nationale hôte, la Croix-Rouge centrafricaine (CRCA), la CRF intervient essentiellement dans les domaines de :

l'offre de soin : formation paramédicale initiale et continue, Renforcement des systèmes de santé, lutte contre les maladies transmissibles (VIH, choléra...) et non transmissibles (malnutrition), santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, santé communautaire

la santé publique : accès à l'eau potable et à l'assainissement, promotion d'hygiène, gestion des déchets, sécurité alimentaire, développement agricole et élevage, soutien psychosocial.

la gestion des crises ad hoc, en fonction des besoins sur le terrain : réponse d'urgence aux crises et relèvement (choléra, déplacements de population...)

BANGUI

Offre de soin

Formation paramédicale

Création de l'IUFP (institut universitaire de formation paramédicale) sur un financement AFD – l'IUFP est à jour fonctionnel et géré par la CRCA, la CRF reste en appui-conseil sur la gestion de manière ponctuelle.

Un nouveau projet est en cours de validation, prévu pour 2017 pour créer une branche de l'IUFP à Berberati et renforcer l'offre et la qualité de la formation dans cette région, ainsi que redynamiser l'IUFP de Bangui. Ce projet prendra aussi en considération la validation d'acquis d'expérience, avec d'autres partenaires intéressés, ministères et ONG.

Renforcement des systèmes de santé

Appui à 6 centres de santé de Bangui et le renforcement des capacités du District Sanitaire du 3e arrondissement sur la mise en place du paquet minimum d'activité, des activités de santé materno-infantile, avec un volet prise en charge psycho-sociale complété par une approche spécifique de prise en charge PSP de cas de VBG sur concours financier du Fonds Békou. Ce programme vient à la suite d'un programme d'urgence mis en œuvre de décembre 2013 à Avril 2014 de soutien à 3 centres de santé de la ville de Bangui (intrants médicaux, petit matériel, ambulance...) et la mise en place d'une clinique mobile, puis à un soutien plus complet à 6 centres de santé au cours de l'année 2014-2015. La seconde phase du projet a débuté en aout 2016 pour dix-huit mois.

Lutte contre le VIH

CTA (centre de traitement ambulatoire) de l'hôpital communautaire mis en place et suivi jusqu'à ce jour par la CRF sur concours financier du fonds mondial et de la mairie de Paris.

UNIV (unité nutritionnelle et d'information sur le VIH) de la CRCA à l'hôpital communautaire, mise en place et suivi jusqu'à ce jour par la CRCA sur concours financier du Fonds mondial et de la mairie de Paris.

Appui stratégique, financier, matérielle et logistique à ces deux espaces de soins.

BERBERATI (préfecture de la Mambéré Kadéi)

Offre de soin

o Renforcement des systèmes de santé

Appui à 8 structures de santé dans la sous-préfecture de Berberati (réhabilitation, dotation en structures d'assainissement, équipement médical, intrants médicaux, formations techniques au personnel de santé et formation en gestion aux COGES), sur concours financier de la DUE. Une proposition est en cours, en consortium avec un partenaire privé pour améliorer la prise en charge sanitaire des populations vulnérables notamment par le renforcement des capacités de la CRCA, élevant à 9 centres cibles, les lieux d'intervention de la CRF sur la zone de Berberati.

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

Accompagnement de 8 structures de santé sur la SMI : formations/recyclages du personnel de santé, distribution de kits accouchements et kits obstétriques, sensibilisation des femmes aux questions SMI. Appui à la décentralisation de la prévention de la transmission parent-enfant (VIH) sur 8 structures de santé : formations/recyclages du personnel de santé, supervision des activités, sensibilisations communautaires, sur concours financier du fonds mondial.

Santé communautaire

Mise à jour et diffusion du PSSBC (premiers secours et santé à base communautaire – outil Croix-Rouge) auprès des volontaires de la sous-préfecture, organisation des sensibilisations de la population par les volontaires sur les thématiques du PSSBC (VIH, paludisme, bonnes pratiques d'hygiène individuelle et familiale, etc.), sur concours financier de la DUE.

Santé publique

Sécurité alimentaire

Un volet sécurité alimentaire est également mis en œuvre pour l'appui en distribution de semences aux populations et le renforcement des groupements agricoles dans 8 aires de santé sur financement AFD. La seconde phase du projet AFD est en cours de validation autour de l'appui en distribution de semences aux populations et le renforcement des groupements agricoles dans 8 aires de santé. En parallèle, avec le soutien de l'Ambassade de France un observatoire du marché et un forum jeunesse est mis en place. La Délégation soutient également une mission d'évaluation de l'IRAM en Novembre 2016.

Soutien psychosocial et mobilisation communautaire

L'approche médicale est complétée par un volet sensibilisation, soutien psychosocial et mobilisation communautaire des patients du programme, sur concours financier de l'AFD.

Le Poste

Fonction

Sous la responsabilité du chef de délégation basé à Bangui, le/la délégué(e) SSD est chargé(e) de :

l'élaboration, la mise à jour d'outils de gestion sécurité : suivre, actualiser, et mettre en pratique avec les personnels de la CRF les règles et mécanismes de sécurité en place dans la délégation

analyse contextuelle : effectuer une veille permanente de la situation politique et sécuritaire du pays et des zones d'intervention de la CRF plus particulièrement ; en rendre compte au chef de délégation

la coordination et l'organisation interne de gestion de la sûreté et sécurité : assurer la sûreté et la sécurité de l'environnement de travail des personnels CRF et des DMI (délégués en missions internationales) en particulier

Liens hiérarchiques

Le délégué SSD travaille sous la responsabilité hiérarchique du chef de délégation Il n'existe pas actuellement de poste sous la responsabilité hiérarchique du délégué SSD. Cependant, le recrutement et la formation d'un homologue national en 2017 est une éventualité sur laquelle le délégué SSD pourrait être amené à travailler.

Liens fonctionnels

collabore en interne avec : le coordinateur logistique et ses équipes à Bangui et dans la sous-délégation de Berberati ; le chef de sous-délégation de Berberati)

collabore en externe avec : le Mouvement Croix-Rouge (CRCA, CICR, FICR), les ONGI, les Agences des Nations Unies et tous les autres acteurs institutionnels et informels

supervise pour le compte de la délégation les gardes des locaux CRF de Bangui, prestataires d'une société de gardiennage

Zone d'intervention

Le délégué SSD est basé à Bangui où il a la responsabilité directe de la mise en œuvre de la politique de sécurité de la délégation. Il est par ailleurs en charge de superviser cette mise en œuvre à Berberati, par le relais du chef de sous-délégation. Dans ce cadre, il sera amené à effectuer des missions terrain régulières à Bangui et Berberati.

Responsabilités

Pour mener à bien sa mission, il est responsable de :

A. assurer le suivi des mesures mises en place sur la délégation pour assurer la sécurité des biens et des personnes

B. actualiser les outils de sécurité mis en place sur la délégation

C. appuyer le chef de délégation dans sa mission de suivi de la situation politique et sécuritaire en RCA

D. représenter la CRF sur tous les sujets relatifs à la sécurité humanitaire

E. être le garant de la sécurité des personnels et des locaux de la CRF

F. être le garant de la sûreté de l'environnement de vie des DMI de la délégation

Ville Bangui

Expériences / Formation du candidat

Profil du candidat

Formation

Formation initiale et/ou continue en matière de sécurité des travailleurs humanitaires, et/ou

Formation universitaire en relations internationales / géopolitique / sécurité

Connaissances spécifiques

la connaissance de l'Afrique centrale est un atout

la connaissance du Mouvement Croix-Rouge (fonctionnement, mandats etc...) est un atout

parfaite maîtrise de la langue française obligatoire ; la connaissance du Sango est un atout

Compétences et expériences

3 ans d'expérience dans l'exercice de la fonction de responsable sûreté & sécurité, préférablement dans le milieu humanitaire et réalisation d'actions significatives

expérience au sein d'organisation humanitaire incluant des missions dans des

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

pays / régions avec une composante sécurité sensible

capacité de compréhension et d'analyse du contexte, de la population, du pays, des politiques internationales, des positions opérationnelles et leurs interactions

compétence en formation sur les questions de gestion de la sécurité, analyse de la sécurité, accès plus sûr, etc.

connaissances en technologies de communication incluant la VHF, mobiles et Satellite

capacités à travailler sous pression dans un environnement sécuritaire volatile

théorie et pratique de la conduite 4 x 4 et tout-terrain

maitrise de l'outil informatique Pack office / internet

faire preuve d'une bonne résistance physique, les distances à parcourir en voiture étant grandes et les conditions relativement difficiles lors des visites fréquentes de supervision sur le terrain

faire preuve de patience, pédagogie, diplomatie et de capacités d'adaptation

avoir un très bon relationnel (interne et externe)

savoir travailler en équipe

respecter les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et de la Croix-Rouge : humanité, neutralité, unité, universalité, impartialité, volontariat, indépendance

Résumé :

Lieu de la mission: Bangui

Durée de la mission: 08 mois

A pourvoir: janvier 2017

Date limite de dépôt de candidatures : le 31/01/2017

Statut : expatrié

La Croix-Rouge française se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce et de dépôt des candidatures. Merci de votre compréhension.

Pré-requis :

Passeport d'une validité supérieure à 6 mois au moment du départ prévu

Carnet de vaccinations à jour / aptitude à voyager

Pour mieux connaître le mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, nous vous invitons à suivre deux formations en ligne, gratuites et accessibles à tous.

La réalisation de ces formations constitue un plus dans votre candidature :

W.O.R.C. (World of Red Cross and Red Crescent) : cette formation en ligne est consacrée aux principes fondamentaux et au fonctionnement du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge. A travers 12 modules elle aborde des sujets tels que l'origine et l'histoire du mouvement, ses principes fondamentaux, l'emblème, la Fédération internationale, le CICR et les sociétés nationales. Elle est destinée à tous : volontaires, salariés, adhérents ou aux personnes désirant en savoir plus sur le plus grand mouvement humanitaire au monde.

Stay Safe, quant à elle, est destinée à tous les personnels amenés à effectuer des missions internationales au nom de la Fédération ou

d'une société nationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le cours a pour objectif de développer une culture commune de la gestion de la sécurité au sein du Mouvement. Elle permet ainsi une meilleure compréhension des principales menaces et risques que courent les acteurs humanitaires sur le terrain et propose des solutions pour en limiter l'impact.

Vous trouverez ces cours sur la Plate-forme d'apprentissage e-learning ouverte à tous de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en cliquant sur le lien suivant : <https://ifrc.csod.com/client/ifrc/default.asp>

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration

Activités Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Durée du contrat

08 mois

Salaire / Indemnité

Selon la convention collective

Documents à envoyer

http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_croixrouge02.p?newms=jj&id=72659&newlang=2

Date de fin de validité 31/01/2017

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24 12 2016 AU 31 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembéle
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjounan Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo-Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Analysp Consulting / 4210 / 412/2017